

Le prix unique du livre signe son retour politique

BIEN CULTUREL Neuf ans après son échec en votation, le projet est relancé à Berne. L'objectif reste le même: assurer la diversité de l'offre, tout en préservant les librairies.

FLORENT QUIQUEREZ
florent.quiquerez
@lematindimanche.ch

S'il accède ce dimanche au gouvernement valaisan, cela restera son dernier legs en tant que conseiller national. Mathias Reynard (PS/VS) vient de déposer une initiative parlementaire pour relancer un vieux serpent de mer de la politique suisse: le prix unique du livre. «Il ne s'agit pas d'un simple bien de consommation, mais d'un bien culturel, justifie-t-il. Et il mérite certaines dérogations aux lois du marché.»

Aujourd'hui, des sites comme Amazon ou de grands groupes peuvent casser les prix en centrant leur stratégie sur les best-sellers. En imposant un prix identique, les librairies indépendantes resteraient compétitives sur ce secteur, et donc attractives pour les consommateurs. Ce qui devrait au final permettre de maintenir la diversité culturelle, puisque leur offre est souvent plus étendue. Un autre effet collatéral pourrait même faire du bien au porte-monnaie. Le prix des livres étant à ce point surfait en Suisse, une réglementation unique pourrait les faire un peu baisser.



Keystone/Gaetan Bally

«L'enjeu, c'est la diversité de l'offre. Si, pour survivre, une librairie doit miser sur des best-sellers à bas prix, alors les nouveaux auteurs n'ont quasi aucune chance d'être publiés et vendus.»

Vincent Maitre, conseiller national (PDC/GE)

Que Mathias Reynard se positionne sur ce thème n'est pas surprenant. Ceux qui le connaissent savent que cet amateur de littérature rêve - une fois sa carrière politique terminée - d'ouvrir une librairie. «Cette initiative est en cohérence avec mon parcours à Berne, puisqu'une de mes premières interventions en tant que parlementaire était déjà liée au livre dans le message sur la culture.

Si je suis élu aujourd'hui, je pourrais boucler la boucle. Mais je serais aussi content de léguer ce projet au fils de celui qui a tout initié.»

Le Valaisan porte en effet cette initiative parlementaire avec Vincent Maitre (PDC/GE). Et c'est en effet son père - feu Jean-Philippe Maitre, lui aussi conseiller national PDC - qui avait, en 2004, proposé pour la première fois une réglementation particulière pour le livre. «Mon père s'arrêtait souvent à la librairie La Liseuse, à Sion. C'est là qu'il a été sensibilisé à

«L'enjeu, c'est la diversité de l'offre, ajoute Vincent Maitre. Si, pour survivre, une librairie doit miser sur des best-sellers à bas prix, alors les nouveaux auteurs n'ont quasi aucune chance d'être publiés et vendus.» Pour lui, c'est presque une question de «santé culturelle»: «La littérature d'un pays, c'est son ADN, sa richesse. Et c'est un devoir de la préserver.»

L'essor des Gafa

Pour l'emporter, tous deux misent aussi sur la peur de la

toute-puissance des Gafa (Google, Apple, Facebook et Amazon) qui bouleverse le commerce de détail. «Cet argument peut faire mouche», estime l'ex-conseiller national Dominique Buman (PDC/FR) qui avait incarné le oui au prix unique du livre lors de la campagne de 2012. L'émergence d'entreprises «plus fortes que les États» peut susciter un réflexe protectionniste. «Ça peut faire sens à l'UDC», reconnaît le Fribourgeois. La nouvelle initiative est en tout cas signée par des élus

de tous les partis et de toutes les régions du pays.

Mais il reste une fronde, et elle est prête à résister. En 2012, c'était comme tête de proue romande des jeunes PLR que l'actuel conseiller national Philippe Nantermod (VS) avait combattu le prix unique du livre. Et ce dernier tombe des nues quand on lui annonce que la bataille est relancée. «C'est une ânerie, lâche-t-il. Contrairement à ce qu'on nous annonçait en 2012, les librairies n'ont pas disparu, bien au contraire. Et la lecture

n'est pas du tout en recul. Fixer un prix unique du livre reviendrait uniquement à assurer une rente de situation à quelques importateurs qui ne supportent pas la concurrence en ligne. C'est indéfendable, et ça va à l'encontre de tout ce que nous entreprenons pour lutter contre les cartels et pour des prix corrects. Nous nous y opposerons et nous gagnerons.»

Neuf ans plus tard, la campagne est donc relancée, et chaque camp est sûr de l'emporter.



Yvain Genevay

«Le prix du livre a aussi été adopté par la plupart des pays autour de nous et est soutenu par les professionnels de la branche.»

Mathias Reynard (PS/VS)

ce thème, se souvient Vincent Maitre. C'est donc sur la base d'un constat valaisan que lui, le Genevois, a voulu intervenir au niveau suisse.»

Perte d'emplois

Aujourd'hui, s'il reprend ce dossier, ce n'est pas pour rendre hommage à son père. «Les hommages sous cette forme sont malvenus en politique, car souvent anachroniques et incongrus. Si je défends l'idée du prix unique du livre, c'est parce que le besoin est plus actuel que jamais, et parce que c'est une problématique qui me tient à cœur.»

Le projet de son père avait bien failli voir le jour. Après un long parcours politique, son initiative parlementaire obtenait une majorité aux Chambres fédérales. Mais, attaquée par un référendum, le prix unique du livre allait sombrer en votation en 2012. Le large oui des Romands n'ayant pas permis de rattraper le rejet massif des Alémaniques.

Neuf ans après le rejet du peuple, Mathias Reynard estime pouvoir convaincre, car le nombre de librairies a continué à fondre en Suisse. Selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique, il en restait 460 en 2018, pour un total de 1859 emplois équivalents temps plein (EPT), contre 579 et 2600 EPT en 2013, l'année suivant la votation. Pour lui, la Suisse alémanique est désormais consciente du problème. «Le prix du livre a aussi été adopté par la plupart des pays autour de nous et est soutenu par les professionnels de la branche. Nous ne sommes plus face à la seule exception française.»

Publicité

« Le câble anti-noeuds est une merveille. »



simon1092 pour l'art. 10093896, écouteurs



digitec.ch
1 exaltation sur 593 270